

INSTRUCTION

N° 01-091-B3 du 12 octobre 2001

NOR : BUD R 01 00091 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

REMISES GRACIEUSES DE TROP-PERÇUS CONSTATÉS AU TITRE DES PENSIONS
INSCRITES AU GRAND LIVRE DE LA DETTE PUBLIQUE ET DE LEURS ACCESSOIRES.

ANALYSE

Adaptation de la valeur en euros des seuils de compétence en matière de trop-perçus
sur pensions de l'État. Décisions comptables et ministérielles et arrêtés ministériels.

Date d'application : 01/01/2002

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PENSION ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; TROP-PERÇU ; REMISE GRACIEUSE ;
COMPÉTENCE ; SEUIL ; EURO

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction spéciale n° 52-224-C4-B3 du 4 juillet 1960 -
Instruction n° 68-080-B3 du 28 juin 1968 - Instruction n° 93-025-B3 du 15 février 1993 -
Instruction n° 95-035-B3 du 22 mars 1995

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

CRP	TGE	TOM	CPE									

DIFFUSION

CS 32

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

5^{ème} Sous-direction - Bureau 5C

Le décret n° 2001-95 du 2 février 2001 (annexe) a modifié le décret n° 68-445 du 13 mai 1968 relatif à la procédure de remise gracieuse des débits constatés envers le Trésor au titre des pensions et de leurs accessoires concédés en application du code des pensions civiles et militaires de retraite ou du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

Il a pour effet de modifier, à compter du 1^{er} janvier 2002 en les fixant en euros, les seuils de compétence retenus en matière de remise gracieuse de trop-perçus sur pensions.

Désormais, le pouvoir de statuer sur les demandes de remise gracieuse présentées par les débiteurs concernés, est dévolu :

- au comptable assignataire de la pension, lorsque la demande est rejetée ou lorsque le montant de la remise accordée n'excède pas 7 600 € (anciennement 50 000 F);
- au ministre, lorsque le montant de la remise est supérieur à 7 600 € (anciennement 50 000 F) mais n'excède pas 30 000 € (anciennement 200 000F).

Les remises gracieuses d'un montant supérieur à 30 000 € (anciennement 200 000 F) sont prononcées par arrêté ministériel, pris après avis du conseil d'Etat.

Les mêmes dispositions sont applicables aux débits constatés au titre de la retraite du combattant.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

L'INSPECTEUR DES FINANCES CHARGÉ DE LA 5^{ÈME} SOUS-DIRECTION

JEAN-LOUIS ROUQUETTE

ANNEXE : Décret n° 2001-95 du 2 février 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs (dispositions réglementaires issues de décrets en conseil d'Etat : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie).

- **VU** le décret n° 68-445 du 13 mai 1968 modifié relatif à la procédure de remise gracieuse des débits constatés envers le Trésor au titre des pensions et de leurs accessoires concédés en application du code des pensions civiles et militaires de retraite ou du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ;

DECRETE

Chapitre II

Article – 2

X. – A l'article 1^{er} du décret du 13 mai 1968 susvisé, le montant de 200 000 F est remplacé par un montant de 30 000 € et à l'article 3 les montants de 50 000 F et 200 000 F sont respectivement remplacés par des montants de 7 600 € et 30 000 €.

Fait à Paris, le 2 février 2001